

Et aujourd'hui, le peuple du Nord-Ouest crie contre le monopole, prétendant qu'il lui faudrait une demi-douzaine de chemins de fer au lieu d'une seule voie ferrée. Et c'est en présence de ce fait ; c'est en présence de l'énorme développement de l'agriculture dans le Nord-Ouest ; c'est en présence de la magnifique récolte qui a outrepassé nos moyens de transport, que l'honorable chef de la gauche ose blâmer le gouvernement d'avoir construit aussi rapidement le chemin de fer du Pacifique Canadien. L'honorable monsieur est canadien et d'origine française, et s'il n'était pas aussi fermement libéral, je lui dirais qu'il est presque un Bourbon, qui ne se souvient de rien et qui oublie tout. Après ces quelques remarques en réponse à l'honorable chef de la gauche, j'espère, M. l'Orateur, en terminant, que nous aborderons maintenant les affaires publiques dans d'aussi bonnes dispositions que celles remarquées dans le présent débat. Je n'ai aucun doute, cependant, que, vu l'énergie, le zèle et l'habileté des honorables membres de la gauche, nous serons critiqués ; mais nous sollicitons la critique. Bien plus, nous la défions, et notre défi, j'en ai aucun doute, sera accepté par les honorables membres de la gauche. J'ai seulement à dire que franc jeu sera donné aux uns et autres, et le parti le plus digne sera le vainqueur.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : M. l'Orateur, si l'honorable chef de la droite s'était maintenu dans la limite de ses premières observations, pas un mot additionnel n'aurait été prononcé du côté de la gauche.

Mais au lieu de se contenter de ses premières observations, l'honorable chef de la droite, dans les dernières minutes de son discours, a cru devoir rejeter sur les épaules de la gauche la responsabilité du fait, signalé par mon honorable ami de la gauche, que nos compatriotes, non par dizaines, ni par vingtaines, ni par centaines de milliers, mais par millions, ont été incapables de vivre en Canada. Nous acceptons, M. l'Orateur, le défi de l'honorable chef de la droite. L'honorable monsieur, comme nous le savons, est bien plus enclin à faire des calculs tels que ceux relevés par mon honorable ami, il y a un instant, qu'il ne l'est à présenter les faits tels qu'ils sont, et tels qu'il doit les connaître, en sa qualité d'homme d'Etat éminent. Mais s'il veut savoir exactement le mouvement de la population dans la province d'Ontario, durant la période comprise entre 1874 et 1879, alors que mon honorable ami, M. Mackenzie, dirigeait l'administration du pays, et aussi durant les six ou huit dernières années de sa propre administration, je puis le lui dire en quelques mots. Durant les quatre ou cinq années du gouvernement Mackenzie, la population agricole de la grande province d'Ontario, qui est la seule sur laquelle nous possédons des statistiques exactes, s'est accrue six fois plus rapidement que durant les sept ou huit années d'administration de l'honorable député de Kiggaton. Mais, M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention de soumettre maintenant à cette Chambre des statistiques détaillées ; je dirai seulement que, durant les sept ou huit dernières années d'administration de l'honorable chef de la droite, des 440 municipalités rurales de la province d'Ontario, à peine pourrait-on en trouver une vingtaine dans lesquelles il y a eu augmentation de la population, et cette augmentation n'est venue, pour la plus grande partie, que des naissances. Un tel état de choses justifie amplement l'opinion exprimée par mon honorable ami, le chef de la gauche, qui a dit que nous étions dans une situation qu'aucun homme, soucieux du véritable bien-être du pays, ne saurait considérer comme normale, quelle qu'en soit la cause, que la cause soit partiellement naturelle, ou qu'elle provienne partiellement d'une mauvaise administration. Durant la dernière période nommée, malgré nos remontrances, malgré les protestations de ceux qui constataient les faits, l'honorable chef de la droite a continué sa politique décevante, dépensant des sommes considérables pour attirer dans le pays des immigrants, qu'il ne pouvait rete-

nir ici après leur arrivée. Les états du recensement font voir que de ces immigrants, que l'on a attirés ici à grands frais, trois sur quatre se sont fixés aux États-Unis. Ce résultat, je l'affirme, n'est pas le fruit—et la preuve que j'ai donnée le démontre surabondamment—ce résultat, dis-je, n'est pas le fruit de la politique de mon honorable ami, M. Mackenzie, qui, je le regrette, ne peut être présent ici, aujourd'hui. Ce résultat provient en grande partie de la politique décevante que l'honorable chef de la gauche a justement dénoncée, politique qui a énormément augmenté la dette publique et la taxation du pays, pendant que la grande nation située au sud de nous, réduisait considérablement la sienne. A diverses reprises j'ai démontré à cette Chambre—et personne n'a pu encore me contredire en se basant sur les faits—que l'honorable chef de la droite a gouverné le pays sous des circonstances qui lui donnaient un avantage énorme sur les États-Unis. Cependant, cet avantage est maintenant du côté de nos voisins. Nous sommes, aujourd'hui, vis-à-vis de ceux-ci, justement dans la même position désavantageuse que celle dans laquelle ils se trouvaient vis-à-vis de nous il y a une vingtaine d'années. Je présume que c'est un fait de cette nature qui prouve la merveilleuse clairvoyance que l'honorable chef de la droite vient de s'attribuer. L'honorable monsieur est assez bon de nous dire que nous habitons un pays libre, et que nous sommes libres de nous ruiner nous-mêmes, si nous le voulons. Eh bien, c'est à peu près la seule liberté qu'ont possédée ceux de nos compatriotes qui nous ont quittés. Le Canada n'est pas, aujourd'hui, un pays dans lequel un homme est libre d'acheter ou de vendre selon son plaisir, ou libre de construire un chemin de fer avec son propre argent.

Le Canada n'est plus un pays où sont respectés les droits constitutionnels pour lesquels nos pères ont combattu et versé leur sang. Mon honorable ami, le chef de la gauche, était vigoureux dans les limites du vrai en disant qu'une tyrannie aussi flagrante et infâme que celle exercée par le chef de la droite sur le peuple du Manitoba, n'a jamais été, ou ne serait pas tolérée dans aucun pays possédant des institutions représentatives. Je défie l'honorable chef de la droite et ses amis de me nommer aucun autre pays constitutionnel, sous le soleil, possédant des institutions représentatives, ou de me donner un autre exemple d'un monopole accordé par le gouvernement à une compagnie sur une étendue de territoire de plus de 2,000 milles, un autre exemple d'un gouvernement privant impudemment les habitants de ce territoire de construire à leurs frais, sans demander aucun secours, un chemin de fer destiné à les affranchir de cette intolérable oppression, et cela contrairement aux usages constitutionnels, aux précédents, à l'esprit et l'essence de notre constitution. Je m'étonne, sous ces circonstances, que l'honorable chef de la droite, connaissant les faits comme il doit les connaître, au sujet de la récolte du Manitoba, nous ait demandé d'accueillir avec plaisir la constatation faite par Son Excellence que la récolte du Manitoba et du Nord-Ouest a été remarquablement abondante.

Je conseille à l'honorable monsieur de lire le rapport de la Chambre de Commerce de Winnipeg sur ce sujet. S'il lit ce rapport, fait par des hommes appartenant aux diverses nuances politiques du Manitoba, il verra que si la Providence a favorisé cette province d'une abondante récolte, la politique néfaste adoptée à l'égard de cette province est telle qu'à des centaines de stations, dans cette province, il y a actuellement des milliers de minots du plus beau grain du monde, pourrissant dans les rues, et que l'on n'est pas capable de transporter sur le marché. Tel est le résultat de la politique de l'honorable monsieur, et si, comme l'indiquent les récentes élections du Manitoba, le peuple de cette province est maintenant convaincu que sa seule chance d'obtenir un redressement de ses griefs est d'affirmer ses droits et de les revendiquer à tout prix, une bien sérieuse responsabilité pèse sur l'honorable chef de la droite par suite de sa